



## *L'écart se creuse entre les salaires accordés par le public et le privé*

L'étude annuelle sur la rémunération publiée par l'Institut de la statistique du Québec révèle que les fonctionnaires provinciaux gagnent, en moyenne, 10,6 % de moins que leurs vis-à-vis du secteur privé.

L'écart reste défavorable même en tenant compte des avantages sociaux et du moins grand nombre d'heures travaillées par la fonction publique, mais il est ramené à 3,5 %.

Il s'agit de la première fois que la rémunération globale de l'administration québécoise est statistiquement plus faible que celle du secteur privé, explique Christiane Lamarre, directrice à l'ISQ. Les employés de l'État prendront sans doute bonne note de cette nouvelle, eux qui négocient actuellement le renouvellement de leurs conventions collectives, échue le 30 juin.

Source : [Statistique Canada](#)

## *Un dollar à 0,80 \$ É.-U.*

Au cours des six premiers mois de 2003, le dollar canadien a gagné 17 % par rapport à son homologue américain. Après une accalmie estivale, cette ascension a repris de plus belle à l'automne. Même si des corrections baissières peuvent survenir de temps à autre, nous croyons que cette vague de fond haussière va se poursuivre.

Certains analystes estiment que la force du huard reflète surtout une faiblesse momentanée du billet vert. Si tel était le cas, il resterait à expliquer pourquoi le huard s'est apprécié, depuis le début de 2003, non seulement contre le dollar américain, mais aussi contre les autres principales devises.

Nous pensons, quant à nous, que le dollar canadien est en train de devenir une devise de choix, et pour plusieurs raisons. Rappelons d'abord que les États-Unis affichent des déficits jumeaux d'une ampleur sans précédent. À un moment où les tensions géopolitiques, bien qu'omniprésentes, ne sont plus à leur paroxysme et où les perspectives de rendement s'améliorent un peu partout, les États-Unis devraient cesser d'être le havre privilégié des investisseurs. Vers où se tourner ? Le Canada est le seul pays du G 7 à présenter un surplus budgétaire simultanément à un surplus du compte courant, et son niveau d'endettement est en baisse. Ce bilan reluisant attire l'attention des investisseurs.

Qui dit désaveu envers le dollar américain dit aussi retour de l'or comme valeur refuge. Or, 40 % de la capitalisation aurifère mondiale est concentrée au Canada. La devise canadienne est donc bien placée pour profiter des flux financiers en quête de titres aurifères. De plus, le Canada est un exportateur net d'énergie. Cela est un facteur non négligeable dans le climat actuel de tensions géopolitiques persistantes.

Enfin, réduire l'écart de taux d'intérêt entre le Canada et les États-Unis n'est pas sur la liste des priorités de la Banque du Canada. Bien que nous croyions que cette dernière pourrait abaisser son taux d'escompte au cours des prochains mois sous la pression des événements, elle ne montre aucun empressement.

À tous ces facteurs structurels, il faut aussi joindre le facteur conjoncturel d'un renforcement de la reprise économique mondiale qui s'annonce. Cette éventualité a déjà donné de la vigueur aux cours des matières premières. Le dollar canadien fait toujours partie de club des devises associées aux matières premières, comme les dollars australien et néo-zélandais.

Pour toutes ces raisons, nous prévoyons que le dollar canadien atteindra 0,80 \$ É.-U vers la fin de 2004.

Source : [Recherche économique FBN](#)

## *Les ménages encore confiants*

En raison des pertes du secteur manufacturier, le marché du travail aura connu en 2003 une performance très ordinaire. Malgré tout, le moral des ménages n'a pas semblé affecté outre mesure. Le taux d'activité, c'est-à-dire la proportion de la population en âge de travailler qui détient ou recherche activement un emploi, s'est maintenu à son sommet atteint en 2002.

Par ailleurs, après avoir d'abord enregistré un repli par rapport à son sommet de juin 2002, l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board a commencé à se relever en avril dernier. Il demeure depuis à un niveau historiquement assez élevé. En somme, les bonnes dispositions inspirées par la performance éblouissante de marché du travail en 2002 sont encore vivaces et, conséquemment, les dépenses des ménages croissent de façon satisfaisante.

Cette confiance des ménages et l'effet des faibles taux d'intérêt se reflètent dans les ventes des concessionnaires d'automobiles et de véhicules récréatifs, qui ont enregistré une forte poussée à la fin de 2001 pour demeurer à un niveau élevé par la suite. Il faut préciser que les constructeurs offrent généralement aux consommateurs des rabais généreux, ce qui ne fait que les conforter dans leurs intentions d'achat.

Entraînés par l'activité résidentielle frénétique, les achats de meubles et d'appareils ménagers croissent à un rythme avoisinant les 10 % par année. C'est là un secteur où la confiance des ménages se manifeste de façon particulièrement évidente : en 2003, les mises en chantier vont atteindre 221 000 logements, soit un rythme encore plus élevé que les 205 700 unités mises en chantier en 2002, année pourtant mémorable.

Le marché de la revente est également plein d'allant. Toute l'activité résidentielle, en fait, semble être en mode rattrapage. En effet, contrairement à ce que l'on a observé aux États-Unis, l'activité résidentielle n'a pas progressé, au Canada, au cours des années 1990. Ce que nous observons aujourd'hui est donc vraisemblablement l'expression d'une demande jusqu'alors latente, à laquelle les taux d'intérêt modiques et la confiance des ménages donnent l'occasion de se manifester.

Source : *The Conference Board of Canada, Statistique Canada - Banque Nationale*

## *L'inflation se refroidit*

Au début de 2003, le sujet de l'heure était la montée en flèche de l'inflation. La croissance annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) oscillait alors autour de 4 %, du jamais vu depuis 12 ans. En parallèle, l'indice de référence de la Banque du Canada, qui exclut les huit composantes dont les prix sont les plus instables, passait au-dessus de la borne supérieure de sa fourchette cible, soit 3 %.

Toutefois, on ne pouvait alors parler d'inflation généralisée : toute l'accélération de la croissance de l'indice des prix à la consommation s'expliquait par la poussée des prix de l'énergie et des primes d'assurance-automobile. Ces facteurs ponctuels n'ont pas donné lieu à des effets de deuxième vague sur l'ensemble des prix à la consommation. Non seulement l'inflation ne s'est finalement pas accélérée, mais elle a clairement faibli par la suite. À tel point que si on exclut les primes d'assurance-automobile, l'indice de référence de la Banque du Canada est maintenant passé sous la borne inférieure de sa fourchette-cible.

L'appréciation du dollar canadien a évidemment réduit les prix à l'importation. Or il semble que cette chute des prix à l'importation se répercute sur les prix à la consommation, en particulier sur les prix des biens excluant les aliments et l'énergie, qui compte pour 28 % du panier de biens et services constituant l'indice des prix à la consommation. Les prix des biens excluant aliments et énergie ont même, dans l'ensemble, reculé durant la seconde moitié de 2003.

Source : *Banque du Canada - Statistique Canada Recherche économique FBN*

*François Hallé*

Direction du partenariat et de la planification  
11 décembre 2003

